

## Objectif 100.000 emplois

Parmi les grandes ambitions du nouvel exécutif wallon, PS, MR et Ecolo veulent augmenter de 5% le taux d'emploi d'ici la fin de la législature.

FRANÇOIS-XAVIER LEFÈVRE

Avec un chômage qui oscille sous la barre des 200.000 unités, un taux d'emploi d'à peine 63,7%, la Wallonie tire la langue. Ce n'est évidemment pas neuf. Le sud du pays vit avec ce handicap depuis de nombreuses années et même si les choses s'améliorent, notamment sur le front du chômage, cela reste un boulet pour l'économie, le pouvoir d'achat et les entreprises. Avec moins de deux tiers de la population en âge de travailler qui participe au marché du travail, c'est toute la société wallonne qui encaisse.

Comme les précédents gouvernements, le nouvel arc-en-ciel wallon a rangé cette problématique dans les dossiers urgents à régler sous la législature. On n'éradiquera évidemment pas le problème en 5 ans mais le texte de l'accord passé entre le PS, MR et Ecolo entend jeter les bases du changement. «Le gouvernement poursuivra comme objectif d'augmenter le taux d'emploi, c'est-à-dire faire participer davantage de Wallonnes et Wallons au marché du travail, et favoriser la création d'emplois durables et de qualité», précise le texte.

Pour objectiver les choses, les négociateurs font le pari de créer 100.000 postes en 5 ans. C'est le chiffre qui a été mis sur la table au moment de rédiger la Déclaration de politique régionale (DPR). Cet objectif ambitieux qui rappelle celui de Guy Verhofstadt ne se retrouve

pourtant pas dans la DPR. «On n'a pas voulu s'enfermer dans un chiffre», reconnaît un négociateur. Un autre souligne qu'il faut être «rigoureusement prudent avec ce genre de déclaration car tout dépend de l'année de référence». Bref, plutôt que de se lancer sur un chiffre sexy mais risqué, la DPR fait un pari et «se fixe comme objectif que le taux d'emploi atteigne 68,7% à l'horizon 2025, s'inscrivant dans une perspective de plein-emploi en 2030».

Pour créer ces milliers d'emplois, les nouveaux ministres vont injecter 4 milliards d'euros dans une série de chantiers autour de l'isolation des bâtiments, la recherche et le développement, le logement,...

Le pari s'annonce très ambitieux, analyse Philippe Donnay, commissaire au Bureau fédéral du Plan. «Augmenter de 5% le taux d'emploi, cela revient à créer 120.000 nouveaux postes sous la législature. À politique constante sans nouvelles mesures, on peut dire que la Wallonie va créer 51.000 emplois. C'est notamment dû au vieillissement de la population, estime l'expert. Il faudra donc plus que doubler la création d'emploi naturelle.»

Si ce n'est pas impossible, le gouvernement va devoir en même temps composer avec un assainissement budgétaire annoncé dans le sud du pays pour revenir à l'équilibre budgétaire en 2024. «Cet assainissement budgétaire va intervenir à un moment ou un autre. Or, si on diminue les dépenses de l'État, si on ne remplace pas les fonctionnaires qui partent à la pension, c'est du pouvoir d'achat et des postes qui disparaissent. D'une certaine manière, on détruit de l'emploi direct et indirect. En Belgique, 1% d'assainissement coûte 0,6% en termes de croissance. Il faut bien se dire qu'il n'y a rien de neutre», explique le commissaire. Il rappelle au passage que la productivité belge est en baisse depuis deux ans. L'autre élément clé que le gouvernement wallon devra tenir à l'œil, c'est sa stratégie d'investissements qui entend mener dans certains secteurs clés en parallèle aux assainissements. «Tout gouvernement doit analyser la faisabilité de l'investissement public au niveau budgétaire, au niveau du timing. Il y a aussi le problème des ouvriers qualifiés nécessaires. Ils ne sont pas faciles à trouver. Il faut aussi se demander quels types d'emplois on veut créer en Wallonie. Le chômage conjoncturel wallon n'est pas très élevé. C'est surtout du chômage structurel. Il faut donc créer de l'emploi structurel.»

Reste la question du financement. Le gouvernement wallon pourrait emprunter, et donc s'endetter, pour financer de nouvelles politiques. «S'endetter pour de l'investissement net peut avoir du sens mais dire que cela ne coûte rien parce que les taux sont bas, c'est faux. Le jour où les taux remonteront, l'endettement ne sera pas remboursé et la charge de la dette va exploser.»

**4 milliards €**

L'ambition est là. D'ici la fin de la législature, le nouvel exécutif wallon espère créer environ 100.000 emplois. Pour y arriver, il va investir 4 milliards dans des grands travaux.

Les statistiques sont une chose. Est-ce pour cela que ça ne va pas bien?

La productivité wallonne est inférieure à celle de régions plus dynamiques comme le Limbourg hollandais ou d'autres en Allemagne. Il y a des outils dans les entreprises qui sont dépassés et trop vieux parce que les investissements ne suivent pas. On a aussi un problème culturel. C'est très difficile de créer des entreprises mais c'est très difficile aussi d'avoir des travailleurs qui soient mobilisés et qui s'impliquent de façon suffisante. En Wallonie, on se dit que créer de la valeur, cela va remplir les poches du patron. L'image qui est colportée dans les écoles est souvent celle-là! Ce n'est pas parce que les gens votent à gauche, mais certains ne sont pas sortis d'une vieille logique industrielle du 19<sup>e</sup> siècle où il fallait qu'on aille travailler dans l'entreprise pour être l'ouvrier d'élite. Cette dimension-là n'existe pourtant plus puisqu'on n'a plus véritablement de grandes entreprises.

Vous dressez un tableau mais est-ce que la DPR va permettre de transcender les statistiques?

Si on met en œuvre cette DPR, il y a moyen d'y arriver avec des handicaps comme le retour à l'équilibre en 2024, soit un an avant la baisse des transferts. Mais attention, cette baisse des transferts de moins de 60 millions d'euros par an est moins innocente que certains le disent. Jusqu'à aujourd'hui, on mettait 50 millions par an pour les pôles de compétitivité; 60 millions en moins au niveau des transferts c'est donc plus que la politique des pôles. En plus, si vous diminuez de 60 millions par an à partir de 2025, on arrive à 600 millions au terme des 10 ans.

Mais en réalité ce sont 60 millions de plus qui s'ajoutent à l'économie à faire chaque année. Au bout de 10 ans, vous êtes donc à une économie globale de 3,4 milliards pour la Wallonie. C'est un élément perturbateur.

## «Elio Di Rupo gardera un pied au Fédéral»

L'arrivée de Jean-Claude Marcourt à la table des négociations fédérale ne signifie pas le retrait total de la scène d'Elio Di Rupo. Du moins jusqu'à l'élection du nouveau président du PS.

JEAN-PAUL BOMBAERTS

La mise en place des nouveaux gouvernements en Wallonie et à la Communauté française ne seront pas sans impact sur la formation au Fédéral. Le principal changement, c'est qu'Elio Di Rupo ne sera plus là. Le nouveau ministre-président wallon passe la main à Jean-Claude Marcourt, devenu président du Parlement wallon, qui ira épauler Paul Magnette à la table des négociations fédérale.

Pascal Delwit, politologue à l'ULB, pense pour sa part que le PS entre à présent dans «une période transitoire jusqu'à l'élection présidentielle». «Tant qu'Elio Di Rupo sera président du PS, il gardera au moins un pied dans la négociation fédérale en tant qu'interlocuteur lors de démarches informelles», pense-t-il.

Quant à la montée de Jean-Claude Marcourt à la table des négociations fédérale, c'est sans doute le prélude à un poste de ministre, voir de vice-premier dans le futur gouvernement fédéral.

Marcourt n'exclut rien

Dans l'immédiat, Jean-Claude Marcourt, que l'on décrit comme un régionaliste, devra cependant poursuivre les manœuvres d'approche entamées par Di Rupo avec cet autre régionaliste qu'est Bart De Wever. Vendredi, il n'a pas exclu, au micro de la VRT, la possibilité d'un accord avec la N-VA, même s'il juge une telle perspective compliquée. «On verra bien, c'est difficile... mais on ne peut écarter cette possibilité.»

Vincent Laborderie, politologue à l'UCL, estime lui que les timides contacts pris entre PS et N-VA jusqu'ici sont voués à l'échec. «La seule question est de savoir laquelle des deux formations sera jugée responsable de l'échec.» L'idée chère aux socialistes de former un gouvernement sans la N-VA s'inscrit dès lors dans une séquence logique à ses yeux. Un arc-en-ciel (socialistes, libéraux et écologistes) représente 76 députés sur 150. Avec le CD&V, cela apporterait une

majorité plus confortable. Sauf qu'il manquera quand même deux sièges pour réaliser une majorité en Flandre...

Pour Pascal Delwit, cela ne devrait pas être un problème puisqu'on a déjà connu des précédents. «En 2014, on a rendu un rôle linguistique très minoritaire, même si je n'ignore pas que l'approche des choses n'est pas la même médiatiquement et culturellement en Flandre», admet-il.

PTB et Belang en embuscade

Pour Vincent Laborderie, l'incompatibilité entre PS et N-VA s'explique d'abord par la pression subie par les deux formations de la part du PTB et du Vlaams Belang, tapis en embuscade. «PS et N-VA se sentent menacés sur leurs flancs et à raison d'ailleurs. De plus, le PS est prisonnier de la communication qu'il a tenue pendant cinq ans contre l'alliance MR/N-VA. Le PTB n'aura aucun mal à retourner cette communication contre le PS.»

Reste à voir aussi, si le processus fédéral devait se poursuivre avec la N-VA, lequel des trois partis traditionnels flamands serait éventuellement amené à décrocher de la négociation. Vincent Laborderie pointe le CD&V comme étant le maillon faible: «Le parti traverse une passe très difficile.»

En tout état de cause, rien ne devrait se débloquer au Fédéral avant la formation du gouvernement flamand. Un processus plus laborieux que prévu en raison de tensions idéologiques sur l'enseignement et l'intégration des personnes d'origine immigrée. Dans les deux cas, c'est le CD&V qui freine le tempo.

«Le PS entre à présent dans une période transitoire.»  
Pascal Delwit (ULB)



Dorénavant, c'est Jean-Claude Marcourt qui épaulera Paul Magnette au Fédéral.  
© PHOTO NEWS

## Présidences vacantes au PS et au MR Magnette en pole position, suspense côté libéral

Si l'heure de Magnette semble avoir enfin sonné au PS, côté libéral, le jeu est encore très ouvert. Sophie Wilmès, Denis Ducarme et Georges-Louis Bouchez sont les candidats les mieux placés.

SIMON SOURIS  
ET JEAN-PAUL BOMBAERTS

Maintenant que les deux nouveaux gouvernements francophones sont constitués, les choses vont pouvoir se clarifier pour les présidences du PS et du MR.

Au PS, on sait désormais qu'Elio Di Rupo ne va pas se représenter. Ce qui laisse une voie royale pour Paul Magnette, son dauphin désigné depuis belle lurette. Le timing de la procédure (dépôt des candidatures, puis élection) n'est toutefois pas encore fixé. C'est donc une période transitoire qui s'ouvre pour le PS en attendant qu'Elio Di Rupo s'en aille.

Au MR, le jeu est beaucoup plus ouvert. Willy Borsus ayant fait le choix d'intégrer le gouvernement wallon, trois candidats émergent à ce stade pour succéder à Charles Michel: Sophie Wilmès, Denis Ducarme et Georges-Louis Bouchez. Mais ils ne sont pas les seuls.

Sophie Wilmès est «très attachée aux matières fédérales», nous souffle-t-on dans les

rangs libéraux, en guise d'indication sur ses ambitions. Pour autant, d'autres, comme Charles Michel, ont cumulé les fonctions, à savoir une présence ministérielle couplée à une casquette de président, remarque-t-on. «O tempora, o mores», réplique notre interlocuteur. Pourtant, l'intéressée est décrite comme «très soucieuse de l'avenir du parti». La ministre du Budget veut participer à la relance de l'appareil MR. Mais ne parlez pas de refonte. «Ça, c'est pour les partis qui coulent, comme le bateau cdH.» Ici, l'idée serait de restaurer une dynamique.

«Le Georges-Louis Bouchez d'hier ne pourrait pas devenir président de parti, peste un libéral, mais il a la capacité de changer. C'est quelqu'un d'intelligent, avec une vraie capacité oratoire.» La piste du Montois pourrait tenir la route si celui-ci parvenait «à se canaliser».

Ce côté atypique pourrait aujourd'hui se révéler être un handicap pour Bouchez, estime Pascal Delwit, politologue à l'ULB. «Il s'est construit en tant qu'électron libre, mais on ne peut pas être à la fois président de parti

et électron libre.» Et Denis Ducarme? «Pour être président, je pense qu'il faut être rassembleur, serein et calme. Ce ne sont pas les premières qualités auxquelles je pense quand on m'évoque son nom», tance un cadre libéral. Dans un entretien à La Libre vendredi, l'intéressé a pourtant adapté son registre en indiquant vouloir travailler «dans l'écoute et dans la concertation».

Un autre MR estime «qu'on pourrait encourager Sabine Laruelle à y aller».

Du reste, on n'est pas à l'abri d'une surprise, d'un «effet Glatigny», selon un observateur. «Pas dans le sens de voir débarquer un inconnu, mais bien une personnalité inattendue. Pour l'instant, on a l'impression que seul le Hainaut veut la présidence. Peut-être y a-t-il des ambitions qui ne se sont pas encore manifestées au sein du parti.»

Coprésidence

Enfin vient la piste, sans doute saugrenue a priori, d'une éventuelle coprésidence sur le modèle d'Ecolo. L'option aurait le mérite de pouvoir mettre en avant un homme et une femme, un Wallon et un Bruxellois. «Ce n'est pas dans la tradition du MR, mais comme cela a déjà existé avec Daniel Ducarme et Antoine Duquesne, pourquoi pas...» La présidence bicéphale des deux «Duc» avait permis de concilier la ligne Michel père à la ligne Gol.

«On pourrait encourager Sabine Laruelle à y aller.»

UN CADRE LIBÉRAL